Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur l'usage d'armes chimiques en Syrie, à Paris le 7 septembre 2013.

2013-09-07

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je suis très heureux d'accueillir le secrétaire d'État américain, John Kerry, qui est pour quelques heures à Paris. Je veux saluer, Cher John Kerry, à la fois votre énergie et votre capacité de conviction et votre sûreté de jugement.

Nous avons discuté avec le secrétaire d'État américain de différents sujets, notamment bien sûr Israël et la Palestine et bien sûr la Syrie. Je voudrais commencer par quelques remarques. Ce qui apparaît très clairement depuis quelques jours, au-delà de toute une série de commentaires périphériques, ce sont trois choses.

La première, c'est que le massacre chimique de Damas est prouvé et qu'il est signé : c'est M. Bachar Al-Assad qui est le seul à détenir l'arme du massacre et à pouvoir l'utiliser et il l'a utilisée. Il faut sans cesse revenir à cela parce que ce sont les faits. D'autre part, c'est ce qui explique en particulier que quand on établit une fausse comparaison avec l'Irak, cela n'a absolument rien à voir. Vous savez que la France n'avait pas participé à l'engagement en Irak. En Irak, les armes de destruction massive n'existaient pas et c'était donc une faute d'y aller. Ici, les armes de destruction massive existent et la faute serait de ne pas sanctionner.

Deuxièmement, ce massacre appelle une réaction forte pour sanctionner et pour dissuader, pour une raison évidente que chacun comprendra : le secrétaire général des Nations unies nous a dit «c'est un crime contre l'humanité» et laisser faire un criminel, c'est l'inciter à récidiver.

Et puis, il y a un troisième aspect qui est évident, même s'il demande peut-être la réflexion d'un moment : la sanction n'est pas contradictoire avec la solution politique, elle en est le préalable. M. Bachar Al-Assad ne participera à aucune négociation tant qu'il se croira invincible.

À partir de là, on nous dit que la France, les États-Unis seraient isolés. C'est exactement l'inverse et je veux revenir sur ce qui s'est passé depuis 48 heures, 72 heures. Désormais, sept des huit pays du G8 partagent notre analyse sur la nécessité d'une réaction forte ; douze des vingt pays du G20 y compris maintenant l'Allemagne, partagent cette même analyse et ce matin, les 28 pays de l'Union européenne ont apporté leur soutien à quelques

idées essentielles : le massacre chimique du 21 août est un crime abominable, c'est une violation flagrante du droit international, c'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité.

Toutes les preuves indiquent que le régime de Bachar Al-Assad en est le responsable. Il faut pour le sanctionner et le dissuader de recommencer - je cite - «une réponse claire et forte de la communauté internationale». Ces messages, ce sont aussi ceux de la Ligue arabe, ou ce matin encore, du Conseil de coopération des pays du Golfe. Il existe donc un soutien large et grandissant à une réaction claire et forte. Avec John Kerry, nous sommes parfaitement en ligne sur la nature de cette réponse ; elle doit être courte, ciblée, de nature à empêcher M. Bachar Al-Assad de se livrer à nouveau à un massacre de cette nature. Tel est le préalable, la condition d'un règlement politique que nous recherchons activement et elle doit bien sûr respecter le calendrier le plus efficace. C'est pourquoi le président Hollande a indiqué hier que nous attendrions le rapport de la commission d'enquête.

Nous sommes d'accord pour dire que la solution à la crise syrienne sera politique. Ce que nous constatons, c'est qu'il est illusoire d'espérer une solution politique sans une réponse déterminée à ce crime abominable. Voilà ce qu'en quelques mots je voulais dire, en terminant pour souligner une évidence : les États-Unis et la France sont côte à côte. Certains disent : pourquoi ? Il suffit de se référer à l'histoire : chaque fois que la cause est juste et que c'est l'essentiel qui est là, les États-Unis et la France sont côte à côte.

(...)

Q - Monsieur Fabius, vous-même êtes très concerné par le Liban. Est-ce que vous pensez que cette frappe aura des répercussions sur le Liban ?

R - Il y a des liens entre les Français et les Libanais, ce sont nos cousins, nos frères et depuis des décennies nous sommes à leurs côtés. Le président Sleimane, le président du Liban, a tracé une voie juste en disant qu'il fallait essayer de déconnecter ce qui se passe en Syrie de ce qui se passe au Liban, mais évidemment, M. Bachar Al-Assad essaie de faire l'inverse et d'exporter le conflit au Liban. Nous prenons bien sûr les précautions nécessaires, non seulement dans ce pays mais dans tous les pays voisins susceptibles d'être concernés, mais nous répétons que la réaction à laquelle nous pensons est une réaction qui concerne strictement les armes chimiques et qui n'a évidemment aucune intention, aucun objectif en ce qui concerne l'ensemble de la région. Ce serait un forfait de plus, à partir d'une action limitée, de vouloir exporter telle ou telle réaction dans un des pays voisins. En tout cas, puisque vous m'interrogez sur le Liban, je voudrais dire ce soir l'amitié profonde de la France avec le peuple libanais.

Q - Étant donné le manque de soutien populaire que vous avez pour une action militaire, vous avez pensé à un plan B, une action forte mais qui exclut les frappes militaires ?

R - Ce sont les faits : j'ai dit que sur les huit principales puissances du monde, sept partageaient notre analyse et la volonté de réaction à nos côtés. J'ai dit que depuis hier et ce matin, sur les vingt principales puissances du monde, douze partageaient notre manière de voir, cela a été exprimé dans un communiqué commun que vous avez lu - alors que de l'autre côté, s'il y a des réticences, il n'y a aucune analyse commune. Vous n'avez pas vu de papiers sortir de la part des autres pays !

Ce matin même, nous nous sommes mis d'accord à 28 États européens pour partager l'analyse, la manière de voir les choses. La Ligue arabe a fait le même mouvement. Le Conseil des pays du Golfe... Je pense qu'à partir des débuts qui pouvaient paraître davantage isolés, les soutiens, la communauté d'analyse et ce que nous souhaitons être une coalition des bonnes volontés et des volontés est évidemment en train de se mettre en place. Je crois que si on regarde objectivement les choses, parler d'isolement serait vraiment totalement erroné.

(...)

Il est vrai que l'opinion publique, à travers les sondages, pour le moment semble réticente, voire même opposée parce que cela paraît loin, la Syrie, parce qu'il y a ce que John appelait l'autre jour dans son propos en ce qui concerne les États-Unis, la fatigue de la guerre, parce qu'il y a eu la triste affaire irakienne et que les gens se demandent «est-ce que cette fois-ci, c'est vrai ou ce n'est pas vrai ?» Il y a tout cela ! Mais nous qui sommes là pour expliquer et dont l'histoire personnelle a été opposée aux guerres injustes - vous connaissez l'histoire de John - en ce qui me concerne et c'est la même chose pour le président Hollande, dès le début nous avons dit «non, il ne faut pas aller en Irak !» Pourquoi est-ce que nous nous orientons vers les décisions qui sont évoquées ? D'abord parce que nous avons la conviction totale que le responsable, c'est Bachar Al-Assad, il n'y a pas le moindre doute. Il faut regarder ces images ; il ne faut pas avoir une discussion juridique, il faut regarder ces images : des enfants allongés, avec des linceuls ; pas une blessure, pas une goutte de sang et ils sont là et ils dorment pour toujours. Et vous avez vu aussi les photos, les vidéos avec la bave aux lèvres, avec les spasmes. Il y a un dictateur qui a fait cela et qui est prêt à recommencer ! On ne peut pas dire «c'est loin» ! C'est à une portée d'avion. Et cela peut être même à une portée de vecteur.

M. Bachar Al-Assad a mille tonnes de gaz chimique et d'armes chimiques. Actuellement, ces vecteurs vont à 500 kilomètres ; on trouve sur le marché des vecteurs qui vont plus loin. Nous sommes concernés aussi. On ne peut pas dire qu'il y a la mondialisation partout mais, en ce qui concerne le terrorisme et les armes chimiques, il n'y a pas de mondialisation ! Si, il y a la mondialisation ! Ce n'est pas un hasard si depuis cent ans, c'est interdit ! Alors la guerre, c'est toujours quelque chose d'horrible mais quand on utilise des armes qui sont, je dirais des armes ordinaires, même si elles sont de plus en plus sophistiquées, eh bien c'est admis. Mais les armes chimiques, jamais ! Il y a quand même une raison à cela ! Et M.

Bachar Al-Assad dit : «moi, ça m'est égal». Je n'en ai cure. Et même, je vous provoque ! Si on le laisse faire sans réagir - John a eu raison de le dire - derrière c'est la Corée du Nord ! Vous avez vu quand même hier le message de félicitations de M. Bachar Al-Assad à son collègue le dictateur de Corée du Nord pour le féliciter et demander une plus grande coopération.

Et puis, il y a la question de l'Iran. Qui peut penser que si nous ne sommes pas capables de réagir quand il y a un fait établi pour un pays qui n'est tout de même pas le plus grand pays du monde, la Syrie, et un dictateur épouvantable mais de second rang, qui peut penser que si l'année prochaine - la négociation ayant des difficultés - que nous serions capables de dissuader l'Iran d'arrêter la construction de l'arme nucléaire ? Oui, l'Iran a le droit d'utiliser l'énergie civile mais pas le droit d'utiliser l'arme atomique. Et là-dessus même les Russes, même les Chinois sont d'accord.

Il y a tout cela et puis il y a aussi ce qui se passe en Syrie avec les terroristes. Nous disons : il y a une solution politique ; il faut une solution politique ; mais si nous ne sommes pas capables de faire asseoir autour de la table des éléments du régime et des éléments de l'opposition modérée, alors que va-t-il se passer ? Je vais vous le dire ! Vous aurez, d'un côté, le dictateur et, de l'autre côté, les terroristes d'Al-Qaïda. Et nous avons tous l'expérience que ces terroristes peuvent venir sur nos continents.

Donc, il ne s'agit pas d'une discussion abstraite, d'une discussion juridique, d'une discussion entre politiciens. Les gens sont concernés et c'est non seulement une affaire où il s'agit de défendre nos valeurs de liberté mais nos existences. Et notre rôle à nous, c'est de l'expliquer.

(...)

Q - Tout le monde dit que les experts de l'ONU vont apporter des preuves mais on sait déjà que c'est du gaz chimique ; mais ils n'ont pas mandat pour dire qui a lancé cette attaque. Vous dites que vous avez des preuves mais pourquoi ne montrez-vous pas ces preuves ? C'est ce que le public attend !

R - D'abord, nous pensons que lorsque des experts indépendants auront établi de façon incontestable qu'il y a eu attaque chimique massive, comme ils sont indépendants, cela aura encore plus de force que ce que nous disons nous-mêmes, je vais y revenir, et à partir du moment où il sera démontré de la façon la plus incontestable, qu'il y a eu attaque chimique, les conclusions vont d'elles-mêmes. Il y a un régime qui possède les stocks, qui possède les lanceurs, qui a déjà utilisé l'arme chimique, qui tire depuis sa localisation et qui tire sur les zones rebelles... et qui ne dit pas qu'il va arrêter ou renoncer, qui est prêt à recommencer.

Et de l'autre côté, s'agissant de l'opposition, ils n'ont pas les moyens, ils n'ont pas les projectiles, ils n'ont pas les stocks. Il serait quand même étonnant qu'ils tuent leurs propres enfants. Ils ont dit - en tout cas l'opposition modérée - vous l'avez peut-être remarqué,

qu'eux, en ce qui les concerne, ils ne voulaient pas d'armes chimiques et que s'ils arrivaient aux responsabilités, ils les détruiraient. Chacun peut quand même tirer les leçons de cela. Quant à nos preuves, en ce qui concerne le gaz sarin, c'est ce à quoi vous faites allusion, par des travaux séparés - je dis bien séparés - aussi bien les services américains, les services français, les services britanniques, les services allemands ont établi que du gaz sarin était utilisé.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 10 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188943-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur